

Réductionnisme et négationnisme ou Écosocialisme ?

Toutes les versions de cet article : [[English](#)] [français]

samedi 22 mars 2025, par [AFONSO Manuel](#)

L'année 2024 a été la plus chaude jamais enregistrée. Elle a été, par conséquent, traversée par des phénomènes climatiques extrêmes qui, dès les premières semaines de 2025, ont déjà démontré qu'ils ne disparaîtront pas. Considérez les incendies brutaux qui ont ravagé Los Angeles, en plein hiver, tandis que Donald Trump prenait le contrôle de la Maison Blanche : un président négationniste dans un monde (et un pays) en flammes. Le paradoxe est évident, atteignant la dissonance ; si en 2024, la planète dépasse pour la première fois la barrière stipulée par les Accords de Paris – les 1,5°C d'augmentation de la température atmosphérique par rapport à la période préindustrielle – Trump retire aussitôt les États-Unis des Accords de Paris. Le président néofasciste n'est pas trop préoccupé par la réfutation de la science par le discours, mais plutôt par les actes. Le risque est énorme et exprime la crise profonde que traverse le capitalisme mondial, dont le développement ne peut se faire que par la destruction de ses propres bases – et, éventuellement, de celles de la civilisation humaine elle-même. C'est ce négationnisme, plus axé sur la voracité politique et économique que sur la contestation des faits, que nous devons nous concentrer à combattre. Cependant, pour le faire efficacement, il convient de débarrasser la gauche des entraves idéologiques qui troublent notre vision et dispersent nos énergies – car même de ce côté-ci de la barricade, il y a des réminiscences négationnistes.

C'est la complexité, idiot !

Essayons donc de comprendre ce qu'est le négationnisme « de gauche » et d'où il vient. Nous nous concentrons, dans ce cas, sur le négationnisme climatique, mais en tentant d'élaborer un type de compréhension qui s'applique également à d'autres domaines.

Si nous savons que le négationniste de droite reflète des pressions matérielles très concrètes – la nécessité et l'intérêt à alimenter sans interruption les profits du capitalisme fossile – celui de gauche semble naître de processus plus subtils et moins évidents. Nous ne pouvons pas exclure que, de manière plus indirecte, une partie de la gauche reflète peut-être aussi des pressions matérielles qui alimentent le négationnisme – parmi nous aussi, l'être social détermine la conscience. Il est, cependant, plus productif de regarder les biais d'analyse qui favorisent cette erreur. Assumer que le monde s'est révélé de plus en plus complexe et, avec lui, les défis stratégiques à gauche, est peut-être un premier pas pour comprendre les origines du négationnisme dans notre camp. Dans le cas des luttes pour la justice climatique et écologique, le défi de combiner, dans l'analyse et la politique, des facteurs d'ordre physique, « naturel », avec d'autres qui sont d'ordre social, « humain », est peut-être plus grand que dans tout autre front de lutte. Remarquez que cette même division, qui oppose le « naturel » à « l'humain », le soi-disant dualisme, est elle-même très problématique et, si elle est mal utilisée, capable de saboter toute pensée critique écosociale. Je pars de la prémisse que cette difficulté est une partie importante de l'explication de la subsistance du piège négationniste dans les rangs de la gauche.

Les normes physiques qui régissent le monde matériel sont non négociables, car elles ne dépendent pas de la volonté des individus ou de la société. Cependant, l'histoire et le développement social (et la politique comme moyen d'y intervenir), bien qu'ils vivent du terrain de l'humain, ne sont pas non plus étrangers aux normes et tendances objectives, qui extrapolent la volonté subjective des politiciens, des partis et des activistes. Néanmoins, les lois et normes objectives qui régissent ces deux mondes sont distinctes, opèrent à des degrés d'abstraction différents et, par conséquent, sont étudiées par des sciences différentes : la physique, la chimie et la biologie, d'une part, l'histoire et la sociologie, d'autre part. Comment ces deux mondes interagissent – le physique, qui détermine en première instance la science climatique – et le social – la lutte des classes, comme nous l'appelons – est un problème complexe à démêler.

Trump répond à cette complexité par l'accélérationnisme ultra-capitaliste et, en cela, il est cohérent. Il y a à gauche ceux qui répondent au problème par le réductionnisme, ce qui débouche sur deux erreurs jumelles, apparemment opposées, mais en tout semblables : le négationnisme et le catastrophisme. Cela peut ne pas sembler être le cas, mais les activistes qui prétendent atteindre la justice climatique en fermant des usines contre la volonté des ouvriers (sujet analysé dans le numéro précédent de cette revue) ou l'ex-maire Demétrio Alves et l'historienne Raquel Varela (tous deux de gauche) qui nient la science climatique sont plus proches les uns des autres qu'il n'y paraît.

Je soutiens, ainsi, que, à gauche, le négationnisme climatique peut être vu comme la conséquence politique du réductionnisme dans l'analyse.

Réduire et nier

Qu'est-ce que le réductionnisme ? C'est l'erreur d'analyse de celui qui, face à un objet complexe, qui émerge de la combinaison de différents éléments, d'origines distinctes, qui, a priori, obéissent à des lois différentes, choisit d'isoler un élément du tout, en s'abstrayant des autres, ou même en les niant. Ainsi, on réduit un tout, toujours plus complexe que la somme des parties qui le composent, à l'une de ces parties – ce qui rend l'analyse plus facile, mais aussi plus superficielle, voire même erronée.

Dans les sciences dites dures, il existe de longs débats autour de ces problèmes. Stephen Jay Gould, paléontologue et biologiste matérialiste dialectique, en a abordé plusieurs : la combinaison de facteurs sociaux et culturels avec les génétiques dans la formation de l'intelligence et de la personnalité humaines, par exemple. Contre les tendances « biologistes » (mais aussi « culturalistes »), deux formes de réductionnisme, Gould proposait une approche dialectique qui intégrait les divers éléments, biologiques, culturels, historiques, ou du parcours individuel de chaque être humain, pour comprendre une réalité complexe, l'intelligence humaine et la « personnalité », qui émergeait de l'interaction et de l'intégration de ces divers éléments concrets. [Sur ce problème et plusieurs autres sujets fascinants, lire, par exemple, *The science and humanism of Stephen Jay Gould*, de Brett Clark et Richard York, ou *The mismeasure of man*, de Gould lui-même.]

De plus, le concept de réductionnisme n'est pas étranger à l'analyse politique, en particulier marxiste. Une grande partie des batailles politiques dans l'histoire du socialisme révolutionnaire peut être vue sous cet angle. Plus récemment, le thème pressant de l'intersection entre race et classe a été discuté sous ce prisme par plusieurs auteurs. [sur le sujet, lire l'article « Race and Class Reductionism Today » de David I. Backer]

Revenant au sujet : il est possible de voir le négationnisme climatique de certaines figures de gauche comme conséquence d'un biais réductionniste. Demétrio Alves, ex-maire de la CDU, lors des inondations dévastatrices à Valence, s'est empressé d'écrire que celles-ci n'avaient rien à voir avec le changement climatique, le problème serait le manque d'urbanisme et l'excès de construction. Depuis quelques années déjà, l'historienne Raquel Varela a également signé une série d'invectives contre le consensus scientifique autour du changement climatique et ceux qui le défendent (invectives qui ont déjà reçu des réponses assertives de Miguel Heleno et de Luís Leiria dans deux articles de esquerda.net). L'argument « fort » de l'historienne est que des secteurs importants du capital profitent de la « supposée » (du point de vue de Varela) crise climatique pour recevoir des subventions publiques afin de reconverter l'industrie (automobile, par exemple), procéder à des licenciements et à diverses mesures qui augmentent le niveau d'exploitation des travailleurs, en plus de détourner des ressources publiques. Par conséquent, selon Raquel Varela, le « réchauffement global », ou du moins son origine anthropogénique, serait une fallace au service du « grand capital ».

En effet, comment nier que le manque d'urbanisme et la construction effrénée, qui se superposent aux cours d'eau et imperméabilisent les sols, se sont reflétés dans la catastrophe de Valence ? Ou que l'industrie automobile et les géants des combustibles fossiles manipulent le concept de transition climatique pour augmenter leurs profits de multiples façons (sans même, avec cela, réduire les émissions) ? Le négationnisme d'Alves, Varela et consorts s'appuie ainsi sur des éléments non seulement vrais, mais même incontournables – une politique pour la justice climatique qui oublie l'urbanisme ou la lutte contre le greenwashing sera certainement boiteuse. Leur peccadille est le réductionnisme dans l'analyse qui se transforme en négationnisme dans la politique.

Pour une réponse à une crise complexe : Écosocialisme

Le négationnisme apparaît ainsi comme l'expression politique d'un réductionnisme dans l'analyse. Non rarement, le problème réside dans la défense de ce qui est vu (à tort) comme la recette traditionnelle de la politique socialiste – la défense des salaires – en opposition aux réponses à d'autres contradictions du capitalisme. Quelque chose comme « les travailleurs d'abord, la planète après », puis décoré avec des arguments idéologiques apparemment plus sophistiqués – l'urbanisme, le greenwashing, etc.

Cela ne nie pas que la difficulté à concilier les déterminations physiques, climatiques et écologiques et les sociales et politiques est réelle. Et cela ne génère pas seulement des unilatéralités négationnistes. De l'autre côté du miroir, nous trouvons des maux équivalents. Parmi le mouvement pour la justice climatique, non par hasard, surtout parmi ses secteurs plus urbains, basés sur les classes moyennes/supérieures et les métropoles occidentales, il y a aussi un réductionnisme. Parmi une partie du « mouvement climatique », dans les secteurs qui se voient comme « disruptifs », la crise climatique se résume à une rationalité physique, mathématique : réduction ou augmentation des émissions, respect ou non des objectifs scientifiques, ainsi est compris le problème. Par cette voie, les temps, les tactiques et la stratégie du combat climatique sont déterminés en fonction d'objectifs technocratiques – « en finir avec les combustibles fossiles d'ici 2030 ». On réduit la crise à la physique, on abstrait le facteur social (qui va protagoniser le changement, quelles classes, avec quelles organisations, quelle est leur conscience de ce processus ?), on nie la politique, on rend la lutte non viable, on garantit la défaite. Ainsi, Alves, Varela et les bloqueurs de routes et asperseurs de peinture ont plus à voir les uns avec les autres qu'ils ne le soupçonnent. Les uns nient la physique, les autres la lutte des classes, tous sont réductionnistes. Peut-être que l'influence des méthodes et

moyens académiques, qui tendent à isoler les éléments de la réalité pour les analyser séparément de façon ultra-spécialisée et unilatérale, prisonniers de la logique formelle, est l'explication de cette fraternité.

Néanmoins, si nous sommes engagés non pas tant à critiquer les défauts d'autrui, mais surtout à construire une politique et un mouvement de masse qui confrontent la crise écosociale dans une perspective anticapitaliste, il serait mesquin de s'arrêter là.

« Avec le mal des autres, je peux aller bien », disait déjà ma grand-mère, suggérant que nous laissions aux autres leurs erreurs et que nous nous préoccupions de ce que nous pouvons faire de mieux. Peut-être que ce devrait être le focus d'articles comme celui-ci dorénavant – dépensant moins d'encre avec les négationnistes de gauche non pertinents et plus, par exemple, avec ceux d'extrême droite. Mais, si quelque chose d'utile peut sortir de ces lignes, c'est l'appel à une analyse et une politique totales – holistique comme on dit aujourd'hui – dans le cadre de la justice climatique et de la transformation écosociale. Une orientation qui intègre la science climatique et la lutte des classes, le combat pour les services publics et les biens communs, les déterminations de genre et de race, parmi tant d'autres facteurs. Une réponse programmatique qui intègre de façon cohérente la lutte contre l'extraction de lithium dans les Covas do Barroso et la nécessité d'une transition énergétique réelle ; les aspirations anticapitalistes d'une avant-garde juvénile « climatique » et l'organisation de classe des travailleurs de l'industrie fossile ; la dénonciation de la fausse transition verte faite par le capital avec une politique de planification écologique ; et tout cela avec la défense des services publics, du travail avec des droits, de la lutte contre les diverses formes d'oppression de genre, de race ou autres. C'est plus complexe que la réduction, négationniste ou unilatéralement climatique, de la crise du capitalisme à une superficialité confortable. Mais c'est ce que nous devons faire. Certainement, la Rencontre Écosocialiste du Bloc de Gauche, le 22 mars à Almada, sera un espace privilégié pour ces réflexions – et pour préparer l'action, car nous n'avons pas de temps à perdre.

Anticapitaliste #79 – Mars 2025

Manuel Afonso

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.